

ANDRE CHASSAIGNE
Député du Puy-de-Dôme

**Redonner du sens et du courage à la politique agricole,
mettre fin au désastre dans nos campagnes !**

La situation des éleveurs n'a que trop duré. Depuis 2009, le ministre de l'Agriculture rejoue sans cesse la même partition en annonçant une nouvelle enveloppe au Salon de Rennes pour tenter de calmer la colère. En vain, ce numéro d'équilibriste devant les producteurs ne prend plus. **Le monde agricole est lassé de l'hypocrisie de ce Gouvernement** qui se défile sans cesse devant ses responsabilités. Le ministre n'a d'ailleurs pas souhaité rencontrer les éleveurs lors de ce sommet à Clermont-Ferrand. De la même façon, il n'a jamais voulu apporter de réponses concrètes à la baisse des revenus agricoles **en s'attaquant aux marges des industriels et de la distribution**, notamment dans le cadre de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche. Pourtant, faute de prix d'achat à la hauteur, nos campagnes s'enfoncent chaque jour un peu plus dans la misère.

Plutôt que de se défiler comme le ministre, je pense que nous devons redonner tout son sens à une politique agricole qui permette à la fois de **rémunérer les paysans pour leur travail**, de **nourrir les hommes**, et d'**assurer la sécurité alimentaire** à nos concitoyens.

L'urgence, c'est d'abord de pousser fort l'exigence d'une juste rémunération du travail des producteurs. Il faut pour cela prendre à bras le corps la question de la répartition de la valeur ajoutée au sein des filières. La première mesure à prendre n'est pas nouvelle : fixer par décret **un coefficient multiplicateur pour chacune des productions**. C'est indispensable pour donner un coup d'arrêt aux marges excessives de la grande distribution. Il faut également garantir une véritable négociation sur les prix avec les transformateurs et les distributeurs : pour cela, nous proposons la tenue d'une **conférence annuelle par production**, ouverte à tous les syndicats agricoles, donnant lieu à négociation interprofessionnelle sur les prix et à la définition d'un **niveau de prix d'achat plancher aux producteurs**.

Quant à la Commission européenne, avec son obsession de « libéraliser toujours plus », elle prépare dans l'ombre une PAC 2013 au rabais, **un nouveau coup de massue pour les paysans européens**. Les ministres de l'agriculture allemand et français font mine de s'en émouvoir. Mais comme lors de leur conférence de presse commune du 14 septembre dernier à Berlin, ils ont depuis longtemps exclu de leur politique l'idée de « préférence communautaire » et comme celle de la « régulation des marchés ».

Cette politique n'est pas tenable, et les exigences des producteurs doivent désormais se construire autour d'un **nouveau pacte européen pour l'agriculture** renouvelant les principes essentiels de préférence communautaire, de rémunération du travail paysan en faveur de l'emploi, de sécurité alimentaire européenne et de préservation des ressources naturelles.

C'est tout le sens de la démarche que je souhaite porter avec les paysans de notre pays aux côtés du Front de Gauche dans les mois à venir.